**DELIBERATION N° 18-A-032 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : MODALITES PARTICULIERES D'APPLICATION DE LA LOI SUR L'EAU ET LES
MILIEUX AQUATIQUES EN MATIERE DE REDEVANCES**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
- Vu la délibération n° 18-A-031 du Conseil d'Administration du 05/10/2018 portant approbation des dispositifs tarifaires et de zonages en matière de redevance pour le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'agence de l'eau en vigueur,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.1 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 14 septembre 2018,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°2.2 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018,
- Vu l'avis conforme du Comité de Bassin en date du 5 octobre 2018,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

**ARTICLE 1 – MODALITES SPECIFIQUES POUR LA FACTURATION ET LE RECouvreMENT
DES REDEVANCES POUR POLLUTION DE L'EAU D'ORIGINE DOMESTIQUE ET POUR
MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLECTE**

**1.1 - Convention type relative au reversement des redevances collectées par les exploitants des
services d'eau potable et les exploitants assurant la facturation de la redevance d'assainissement**

En application de l'article R.213-48-37 du code de l'environnement, le Directeur Général de l'Agence est autorisé à conclure avec les exploitants des services d'eau potable et des services assurant la facturation de la redevance d'assainissement, une convention sur le modèle repris en **annexe 1** pour le reversement sous forme d'acomptes des redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte encaissées par leurs soins.

**1.2 - Date d'exigibilité et date limite de paiement dans le cas de reversements trimestriels des
encaissements et de reversements par convention**

En application de l'article R.213-48-35 du code de l'environnement, lorsque les reversements relatifs aux encaissements de ces redevances sont trimestriels (si le total des encaissements réalisés au cours d'un trimestre dépasse le seuil fixé par l'arrêté interministériel du 13 décembre 2007) ou lorsqu'ils font l'objet d'une convention conclue avec l'organisme collecteur, la date d'exigibilité et la date limite de paiement sont fixées au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement.

ARTICLE 2 – MODALITES PARTICULIERES CONCERNANT LA REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU D'ORIGINE NON DOMESTIQUE

Bases du coût des campagnes générales de mesure :

La campagne générale de mesures de la pollution produite est réalisée par un organisme agréé par l'agence de l'eau à l'initiative de celle-ci ou à la demande du redevable. Les frais de préparation et de réalisation de la campagne de mesures sont à la charge :

- ✓ du redevable, lorsque la campagne générale de mesures est réalisée à sa demande et si le montant de la redevance annuelle est supérieur à celui qui serait résulté de l'application de la précédente campagne de mesures ou, à défaut, de l'application des articles R.213-48-8 et R.213-48-9 du code de l'environnement ;
- ✓ de l'agence dans les autres cas.

Le coût de l'opération inclut les frais engagés pour la réalisation de la visite préliminaire, pour les mesures de débits, les prélèvements d'échantillons et les analyses des éléments constitutifs de la pollution de l'article L.213-10-2 IV du code de l'environnement sur l'ensemble des points de mesure définis préalablement et pour la durée effective de la mesure.

ARTICLE 3

La présente délibération est exécutoire au 1^{er} janvier 2019.

Elle est affichée au siège de l'agence de l'eau et sur son site internet. Elle est adressée à toute personne qui en fait la demande au siège de l'agence.

LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel LALANDE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE

Bertrand GALTIER

Publié le
09 OCT. 2018
Sur le site internet de l'Agence

ANNEXE 1
A LA DELIBERATION N°18-A-032 DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU

**Convention relative au reversement des redevances
pour pollution de l'eau d'origine domestique
et modernisation des réseaux de collecte
en application des articles L.213-10-3
et L.213-10-6 du code de l'environnement**

N° de convention :

ENTRE :

La Société, représentée par et désignée ci-après par le terme « l'exploitant »,

Ou

La Commune (ou EPCI) de, représentée par et désignée ci-après par le terme « l'exploitant »,

ET :

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie, représentée par son Directeur Général, et désignée ci-après par le terme « l'Agence ».

Considérant

- Les articles L.213-10-3 et L.213-10-6 du code de l'environnement qui instituent :
 - la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique et la redevance pour modernisation des réseaux de collecte, désignées ci-après par les termes « les redevances » ;
 - un dispositif de facturation de ces redevances par l'exploitant du service d'eau et d'assainissement sur la facture de la distribution d'eau et de l'assainissement, l'exploitant devant reverser les sommes ainsi perçues à l'Agence et produire une déclaration annuelle permettant d'arrêter le montant des redevances dues.
- Les modalités particulières de versement de certaines redevances définies par l'article R.213-48-35 du même code.
- La possibilité donnée au Conseil d'Administration de l'Agence d'approuver, en application des articles R.213-48-35 et R.213-48-37 du même code, des conventions types fixant les modalités des opérations de reversement des redevances perçues par l'exploitant sous la forme d'acomptes périodiques.

- La délibération n° 18-A-032 du Conseil d'Administration de l'Agence du 5 octobre 2018 portant approbation de la convention type relative au reversement des redevances.
- La délibération n° 18-A-031 du Conseil d'Administration de l'Agence du 5 octobre 2018 portant approbation des dispositifs tarifaires et de zonage en matière de redevances pour le 11^{ème} Programme d'Intervention.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités et le calendrier de reversement sous la forme d'acomptes des redevances encaissées par l'exploitant et de définir les engagements de l'exploitant dans le cadre de la mise en œuvre de celle-ci.

ARTICLE 2 – VERSEMENT D'ACOMPTE

2.1 - Le montant et l'échéancier de versement des acomptes sont établis en tenant compte du calendrier prévisionnel de facturation de la distribution d'eau et de l'assainissement et de sa traduction en termes d'encaissement.

2.2 - Le montant des acomptes et l'échéancier de paiement au titre des différentes années de facturation sont les suivants :

Période de facturation	Date de versement de l'acompte (date limite de paiement)	Montants de redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique	% du montant annuel prévisionnel de la redevance pour pollution	Montants de redevance de modernisation des réseaux de collecte	% du montant annuel prévisionnel de la redevance pour modernisation
Année n					

2.3 - Le montant global des acomptes versés au cours d'une année représente% du montant prévisionnel des redevances à percevoir par l'exploitant au cours de l'année.

2.4 - Le montant des acomptes susvisés ne peut dépasser les montants réellement encaissés à la date d'exigibilité de l'ordre de recette émis par l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau. En cas de dépassement, l'exploitant informe l'Agence qui effectue une régularisation au vu d'un état des encaissements produit à titre de justificatif.

ARTICLE 3 – MODALITES DE REVERSEMENT DES ACOMPTES A L'AGENCE

3.1 - L'Agent Comptable de l'Agence adresse à l'exploitant avant la fin de chaque mois de versement un ordre de recette mentionnant la somme due, la date de mise en recouvrement, la date d'exigibilité et la date limite de paiement.

La date d'exigibilité et la date limite de paiement sont fixées au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement.

3.2- Le règlement est effectué par virement ou chèque au nom de l'Agent Comptable de l'Agence dont les coordonnées sont les suivantes :

Code banque : 10071
Code guichet : 59000
N° de compte : 00001017581
Clé RIB : 30
Domiciliation : TP LILLE TG

Le paiement est réalisé au vu du décompte et indique les références du décompte.

3.3 - En cas de retard de paiement, il est fait application des pénalités prévues à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – REMUNERATION DE L'EXPLOITANT

La rémunération de l'exploitant est établie conformément à l'article D.213-48-39 du code de l'environnement relatif à la rémunération des exploitants des services de distribution d'eau et d'assainissement chargés de percevoir les redevances mentionnées aux articles L.213-10-3 et L.213-10-6 du code de l'environnement. La rémunération est versée par l'Agence sur présentation d'une facture originale et du décompte correspondant adressés en même temps que la déclaration et **impérativement avant le 30 juin de chaque année.**

La rémunération n'est pas due lorsque le montant annuel exigible par l'exploitant du service est inférieur à cent euros.

La rémunération prend en compte les charges de recouvrement des redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte dans le respect des règles de calcul et de perception des redevances : taux en vigueur à la date de la facturation sur les factures de tous les assujettis, règles de perception des redevances selon les catégories de redevables (*soumission sur la totalité des volumes vendus, plafonnement annuel aux premiers 6 000 m³, exonération*), information de l'Agence du changement de périmètre du service assuré par l'exploitant (*liste des communes distribuées en eau potable et facturées en assainissement*), statistiques relatives aux volumes d'eau distribués et à la décomposition du prix de l'eau.

La rémunération peut être suspendue en cas de non-respect par l'exploitant des règles énoncées ci-dessus. Après une mise en demeure de l'agence exposant les prescriptions non respectées, l'exploitant dispose d'un délai de 4 mois pour s'y conformer. A ce terme et dans le cas où la demande de l'Agence est restée totalement ou partiellement non réalisée, l'Agence peut réduire ou déclarer cette rémunération non due.

ARTICLE 5 – DUREE ET REVISION DE LA CONVENTION

5.1 - La présente convention prend effet au **1er Janvier 2019** et est applicable pour la durée du 11^{ème} Programme d'Intervention de l'Agence.

5.2 - L'échéancier de reversement repris à l'article 2.2 ci-dessus pourra être revu tous les ans avant la fin du premier semestre à la demande de l'Agence ou de l'exploitant, d'un commun accord, afin de tenir compte de l'évolution prévisible des encaissements. Les modifications de périmètre du service, des rythmes de facturation, des volumes des consommations d'eau et plus généralement tout événement conduisant à une variation de plus de 5 % des montants figurant à l'article 2 de la présente convention déclencheront une révision de celle-ci.

A cet effet, un échange d'information est organisé à l'initiative du demandeur et l'échéancier est modifié d'un commun accord par écrit résultant d'un simple échange de courrier en recommandé avec accusé de réception.

5.3 - La présente convention reste de plein droit applicable en cas de changement de dénomination sociale de l'exploitant ou du transfert de compétence de la collectivité organisatrice du service d'eau ou d'assainissement à un établissement public de coopération intercommunale ou à un groupement de collectivité.

5.4 - La présente convention peut être résiliée par chacun des signataires dans le respect d'un préavis de 6 mois. Le signataire souhaitant résilier la présente convention en avise l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception.

5.5 - Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à, le

L'exploitant

Le Directeur Général
de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie

B₂